



Le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies et des organismes internationaux de secours ont fourni des camions pour ramener des réfugiés au Rwanda en 1996 à la suite du génocide de 1994.

Entre-temps, avec l'appui du MAECI et d'autres organismes et fondations, PAC continue son travail de recherche et de promotion avec des partenaires de Belgique, de Sierra Leone et du Royaume-Uni, et ses efforts ne passent pas inaperçus. En mars 2002, PAC et son partenaire britannique, Global Witness, ont été mis en candidature pour le prix Nobel de la paix pour leur travail dans le cadre du processus de Kimberley.

Cicatriser les blessures du génocide

Au milieu des années 1990, Richard Batsinduka vivait en exil depuis plus de 20 ans, loin de son Rwanda natal. Il avait fait ses études secondaires et universitaires au Burundi, puis travaillé au Swaziland et, en 1992, à Ottawa comme professeur de français. Lors du génocide de 1994, dans lequel ont péri entre 800 000 et 1 million de Rwandais, M. Batsinduka a perdu ses parents, deux frères, une sœur et quelque 500 membres de sa famille étendue.

« Je ne pouvais plus enseigner, parce que ce qui se passait m'affectait profondément », dit-il.

En 1996, il s'est inscrit à l'Institut canadien pour la résolution des conflits, un organisme sans but lucratif dont le siège est à Ottawa et qui offre des programmes de résolution de conflits au niveau local. Durant son stage d'un an en résidence, M. Batsinduka a pu voir comment les principes de la résolution de conflits profondément enracinés pourraient être appliqués avec profit dans son pays natal. Avec l'aide de l'Institut, il a rédigé un projet pilote que l'ACDI a accepté de financer.

En 1997, M. Batsinduka est retourné au Rwanda pour la première fois depuis 24 ans. « Ça a été vraiment difficile de commencer, mais l'ambassade du Canada m'a beaucoup appuyé. Le tout était de réunir victimes et agresseurs dans un local sûr pour donner la formation. »

Le cours s'est si bien déroulé que l'ACDI a financé un projet de suivi d'une durée de 18 mois : des stages de « formation des formateurs » à

Ottawa à l'intention de 8 des 350 Rwandais qui avaient suivi le cours.

De retour au Rwanda, une des huit stagiaires a formé à son tour un groupe de femmes devenues veuves par suite du génocide. Celles-ci ont été vivement touchées par la formation qu'elles ont reçue. À la fin de la session de cinq jours, elles ont décidé d'apporter des aliments à des personnes soupçonnées de crime de génocide, en signe de paix.

« Il y a eu beaucoup de petits mouvements comme celui-là, et c'étaient de bons mouvements », croit M. Batsinduka. Il a lui-même franchi cette étape en 1999 lorsqu'il a décidé de rencontrer le présumé assassin de son frère et de sa belle-sœur dans une prison rwandaise.

« J'ai parlé une demi-heure avec lui, raconte-t-il. Il s'est passé quelque chose en moi. Je lui ai pardonné. »

Des enfants qui font toute la différence

Après des débuts modestes en 1990, un projet d'éducation mondial dirigé par l'Organisation canadienne

Pour en connaître davantage sur les politiques et les initiatives mises en œuvre par le Canada pour aider les pays en développement à se démarginaliser, allez à www.dfait-maeci.gc.ca et cliquez sur « Politique étrangère », puis sur « Enjeux internationaux, paix et sécurité » ou sur « Développement international ». On peut aussi visiter le site Web de l'ACDI à : www.acdi-cida.gc.ca



Séance de clôture de la première session de formation donnée à des participants rwandais en juillet 1997 par l'Institut canadien pour la résolution des conflits à Ottawa. Les participants tiennent un « capteur de rêves » autochtone.